L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MERCREDI MATIN, 23 FEVRIER 1876. 49me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 23 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Hoffman, Marks & Co., dans leur salle d'encan, marchandises de printemps et d'été.

Aussi, au No 33 de la rue des Magasins—marchandises sèches avariées.

Par D. E. Morphy & Son, aux Nos. 108 et 110 de la rue des Magasins—faïence, granit, etc.

Divers. — Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

Marchandises sèches. — Aujourd'hui, mercredi, 23 du courant, à 10 heures et demie du matin, dans leur salle d'encan de la rue des Magasins 33, MM. Hoffman, Marks & Cie., un stock de marchandises sèches de printemps et d'été ainsi qu'un choix complet de bonneterie, de broderies, &c., &c. La vente est sans réserve et à crédit. Attention.

SPECTACLES.

Mercredi, 23 février 1876.

OPÉRA.—A midi, Les Deux Orphelines; le soir, Les Cloches de Corneville et Le Mousse.

VARIÉTÉS.—A midi, Jealousy; le soir, Parted.

ACADEMIE.—A midi et le soir—Menestrels de Kelly et Leon.

ST CHARLES.—Mr Edwin Adams.

GRUNEWALD HALL.—Grand Concert en Matinée.

La pauvre Louisiane.

Jamais la Louisiane n'a eu plus grand besoin d'être défendue par ceux de ses enfants qui ont véritablement à cœur son salut et sa délivrance ; jamais elle n'a eu plus besoin d'être servie par leur intelligence, par leur patriotisme, par leur incessante vigilance, par leur inaltérable fermeté.

Le joug et la proie de gouvernements usurpateurs et voleurs, elle a été replacée sous le joug odieux de ses exploiteurs, chaque fois qu'elle a voulu le secouer, par la main impitoyable d'un despote ; lorsque l'excès des iniquités qui l'accablaient venait d'exciter une compassion générale dans l'Union en sa faveur et lui donner l'espoir d'une délivrance prochaine, une intrigue machiavélique, ourdie à Washington et servie ici par les vues intéressées des uns et par l'aveuglement des autres, a résolu à nouveau sur sa base illégitime l'usurpation ébranlée ; maintenant encore, qu'une occasion s'offre d'en finir une bonne fois, avec ce régime de fraudes et de mensonges, une coalition étrange des intérêts les plus égoïstes vient élever barrière sur barrière à l'affranchissement de notre malheureux Etat.

Il se trouve, au Nord, des journaux démocrates pour soutenir cette thèse que le compromis a réglé la question louisianaise, que le pays est fatigué de nos plaintes, qu'il est inopportun et impolitique de renouveler ce débat clos par notre propre volonté, qu'une nouvelle résistance ne ferait qu'empirer notre sort et qu'en cas de conflit et d'intervention nouvelle, nous ne devrions compter sur aucune aide ; et il y a, en Louisiane, des journaux qui reproduisent complaisamment toutes les assertions, toutes les rumeurs dans ce sens, pour s'autoriser à plaider le maintien du *statu quo*, tout en ayant l'air de faire chorus avec les ennemis de l'usurpation.

Abandonnée par ceux qui se sont dits ses amis au dehors, trahie au dedans par les calculs des uns, l'indifférence des autres, la Louisiane est menacée de voir se perpétuer le joug sous lequel elle se débat, si un effort énergique n'est pas fait pour résister à cette nouvelle coalition et pour lui ouvrir la voie du salut et de l'indépendance.

La patience est une vertu et nous en connaissons le prix. Nous avons trop d'expérience des choses de l'histoire générale et de notre propre histoire pour conseiller d'avoir recours à ces actes irréfléchis qui compromettent l'avenir sans assurer le présent.

Une élection générale doit avoir lieu en novembre. Attendre jusque-là, supporter encore une année tout ce nous endurons depuis huit ans, ajourner à 1877 nos espérances si longtemps contenues, tout cela ne serait rien si l'élection devait être libre et le résultat respecté, car nous aurions, avec la certitude de la victoire, la force de patienter.

Mais la situation qui nous est faite est loin d'être celle-là. Au mépris de toutes les promesses qui ont été la raison du compromis, le gouvernement usurpateur reste armé d'une loi qui lui donne le pouvoir de refaire l'élection à sa guise, l'usage qu'il a fait de ce pouvoir en 1874 n'indique que trop celui qu'il en fera en 1876, et l'on veut que devant ce danger menaçant qui livrera la Louisiane, pendant quatre ans de plus, au radicalisme, la majorité démocratique de la Chambre s'ajourne en laissant entre les mains des ennemis de notre population le pouvoir de contrôler encore les élections. On veut que cette majorité, armée par les pétitions des fonctionnaires radicaux du droit incontestable de les déposer, s'abstienne d'en user et laisse aller les choses, dans la crainte de déplaire à ceux-ci ou à ceux-là et de renouveler l'agitation à laquelle le compromis a eu pour objet de mettre fin !

Nous avons assisté à trop de désertions et de défaillances pour ne pas craindre encore l'effet des intrigues de l'usurpateur. Mais s'il a été possible à des démocrates de plaider la bonne foi pour expliquer leur rôle dans le compromis, il ne saurait en être de même dans la question qui se débat actuellement. Ceux qui se prêteraient à une combinaison qui laisserait l'élection dans les mains de l'usurpateur Kellogg ou d'un bureau radical, trahiraient ouvertement la cause de la délivrance de la Louisiane et ils devraient être dénoncés comme traîtres à leurs constituants.

La Chambre a le droit et le pouvoir de mettre en accusation et de suspendre plusieurs fonctionnaires radicaux, le gouverneur en tête. Rien ne doit la détourner de l'exercice de ce droit, à moins qu'elle n'obtienne les garanties les plus amples et les plus sérieuses pour la sincérité et la liberté des opérations de l'enregistrement et de l'élection, et pour l'observation du respect des résultats tels qu'ils sortiront des urnes. Nous engageons nos amis à rester fermes et à défendre ce dernier moyen de salut qui nous reste, le scrutin populaire, contre les manipulations des radicaux.

Si la session se termine sans que rien ait été obtenu, en laissant Kellogg debout et le Bureau des retours armé du pouvoir de recommencer l'élection, il y aura lieu alors, pour les chefs de la démocratie en Louisiane, de délibérer sur la conduite à tenir. Le peuple de cet Etat ne pourra de gaieté de cœur, souffrir que, l'année même où le pays va célébrer le centième anniversaire de son indépendance, une indigne coalition essaie d'escamoter encore une fois l'expression de la volonté populaire et se fasse un jeu de confisquer la plus précieuse de toutes les libertés, celle du vote.

Costumes chez Martinstein, 121 Rouale.

LA QUESTION CUBAINE. — Nous lisons dans la correspondance parisienne du *Courrier des Etats-Unis* :

Un plan de pacification de la reine des Antilles a été développé dans une série de trois lettres adressées de la Havane au *Temps* de Paris par un groupe de Cubains. Ce plan consisterait à donner à Cuba un gouvernement autonomique comme celui que l'Angleterre a donné au Canada. La mère patrie ne conserverait dans la colonie que les troupes nécessaires à sa protection, et la colonie lui paierait une redevance annuelle, en échange de cette protection.

Les signataires affirment que la majorité des Cubains est prête à accepter cette transaction. Mais des Cubains qui habitent Paris ont adressé au *XIXème Siècle* une note dans laquelle ils protestent contre cette solution. D'après eux, les insurgés ont pris pour devise : "l'indépendance ou la mort," et l'immense majorité des émigrés cubains partage l'opinion des combattants. En outre, tout projet de transaction paraît "un peu suspect aux abolitionistes, car le parti autonomiste, disent-ils, (il y en a donc un !) n'a jamais demandé que l'abolition *graduelle* de l'esclavage." Les colons cubains de *Paris* sont plus pressés que cela, d'après cette note.

Le bill du plan de Bons à prime.

Il y a, en regard des deux ou trois cents porteurs de Bons, qui sont intéressés à l'adoption du plan de Bons à primes, quinze mille contribuables qui ont le plus grand intérêt à ce qu'on ne leur impose pas le fardeau du paiement de dix à douze millions de dettes frauduleuses.

Le Sénat, tout radical qu'il est, a bien mérité de ces quinze mille contribuables en ajournant indéfiniment le bill qui n'a passé à la Chambre que par un vote de surprise. Nous trouvons donc fort injuste que le *Bulletin* et le *Picayune* attaquent les sénateurs pour un vote qui, à notre sens, leur donne droit aux remerciements de cette communauté.

Il est établi aujourd'hui que le vote dans le Comité Exécutif de l'Union Centrale des propriétaires, recommandant le passage du bill, a été aussi un vote de surprise, dû à l'influence de membres, dont l'intérêt comme porteurs de Bons est sans doute plus considérable que leur intérêt comme propriétaires.

La grande majorité des propriétaires fonciers condamne le plan.

Quant à la Chambre de commerce, on sait que bien des décisions sont prises quand il y a à peine une douzaine de membres présents, et il n'est rien moins que prouvé que la majorité des membres de cette Chambre soit favorable au plan de Bons à primes.

Le Sénat a devant lui un bill autorisant l'administration municipale à suspendre tout paiement d'intérêt des dettes municipales. Ce bill vient aussi de l'Union des propriétaires. Nous demandons au Sénat de passer ce bill et nous pensons qu'il ne trouvera pas d'opposition dans la Chambre.

Nous espérons que dans la prochaine Législature, il se trouvera dans les deux Chambres, une majorité d'hommes qui comprendront qu'on ne peut obliger les contribuables d'une ville qui, depuis sept ans ont payé en taxes la pleine valeur de leurs propriétés, à supporter encore le fardeau d'une dette, qui avec les intérêts accumulés, formerait une autre somme de 50 millions. Il est inique qu'une sorte de propriété, la propriété foncière, soit sacrifiée au profit d'un autre genre de propriété, les Bons, et cela sans distinction sur la source et l'origine de cette dernière.

Une communication des propriétaires.

M. Young, au nom de l'Union des propriétaires, a soumis au Sénat la communication suivante :

Salle du comité de l'Union des propriétaires, 19 février 1876.

A Son Excellence W. P. Kellogg, gouverneur.

En réponse à votre demande, nous vous envoyons un memorandum des principales mesures de réforme approuvées par le comité que l'Union des propriétaires a chargé de la représenter devant la Législature.

Comme il y a plusieurs bills relatifs aux salaires et aux frais de divers officiers de la ville et de l'Etat, nous vous signalons l'importance de secours sous ce rapport ; mais, n'ignorant pas les obstacles à surmonter, nous suggérons que les réductions n'aient lieu qu'à l'expiration du terme des titulaires actuels.

Nous serions heureux de voir adopter les bills ci-après indiqués.

JOHN HUGHES, Président du comité.
PATRICK COYLE, Secrétaire.

Bill No 227 de la Chambre, substitut au bill No 193 de la Chambre, bill de bons à prime, rapport défavorable au Sénat, adopté à la Chambre, le 16 février 1876.

Bill No 227 de la Chambre, autorisant la ville à prendre le contrôle du desséchement de la ville, adopté à la Chambre le 15 février 1876 et au Sénat, le 18 février. Mr Twitchell a donné avis qu'il en demanderait la reconsidération.

Bill No 59 de la Chambre, rappelant la loi qui rend les assessements de desséchement personnels, et limitant la taxe de desséchement à la propriété sur laquelle repose l'assessement, adopté à la Chambre le 23 janvier janvier. Comité de desséchement, canaux, &c., Harper, président.

Bill No 146 du Sénat, substitut aux bills Nos 3, 54 et 55 du Sénat, acte pour amender l'article 644 du Code de procédures, à sa troisième lecture ; soumis par le comité judiciaire, président Anderson ; Hunt et Breaux objectant.

Bill No 69 de la Chambre, police, adopté par la Chambre, le 27 janvier, actuellement devant le comité de police métropolitaine, Sénat, président Dumont. Nous demandons que le bill qui réduit les frais de la police à $380,000 par an soit rapporté au Sénat comme substitut au bill 89 de la Chambre.

Bill No 101 de la Chambre, assessements, adopté à la Chambre le 27 janvier, actuellement devant le comité de finance du Sénat, président Sypher.

Bill No 314 de la Chambre, substitut au No 118 de la Chambre, transférant le contrôle du parc aux autorités de la ville, adopté à la Chambre, actuellement devant le Sénat.

Bill No 83 de la Chambre, réduisant les cours municipales à deux, sera probablement adopté à la Chambre aujourd'hui ou lundi.

Bill No 132 de la Chambre—améliorations des rues, &c., — passé à la Chambre le 19 février 1876. Même bill que le bill No 142 du Sénat, présenté par Mr Stamps.

Bill No 18 de la Chambre, établissant les frais, &c., du shériff civil, présenté par Mr Hahn et que la Chambre a adopté le 18 février.

Bill No 125 du Sénat, devant le comité des chemins de fer du Sénat.

Bill No 197 de la Chambre, devant le comité des affaires de la ville, Chambre, relativement aux obstructions des rues par les compagnies de chemin de fer. La ville a offert un substitut qui est équitable en vertu duquel les citoyens, envers les compagnies, et protège les citoyens. Nous en demandons l'adoption.

Bill No 96 du Sénat, pour ajourner la question des taxes arriérées devant le comité des finances, Sypher président.

Bill No 97 du Sénat, pour le soulagement des personnes dont les propriétés ont été vendues pour taxes.

Bill No 244 de la Chambre, rappelant l'acte de 1873 pour le paiement des taxes dues à l'Etat.

Bill No 116 du Sénat, rappelant l'acte qui incorpore le "New Orleans Sanitary Excavating Company"—présenté par Mr. Burch, et devant le comité judiciaire.

L'Union des propriétaires est opposée au bill No 340 de la Chambre et au bill No 129 du Sénat, qui autorisent le prélèvement d'une taxe spéciale sur les propriétés de la Nouvelle-Orléans pour payer des actions de la compagnie du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et du Pacifique.

JOHN HUGHES, Président.

Costumes chez Martinstein, 121 Rouale.

Le verdict rendu par les électeurs porte ses fruits. Deux sénateurs nommés dans la Meuse, MM. Salmon et Bombard, classés par les journaux ministériels comme conservateurs sans épithète, viennent dans une lettre commune de se déclarer franchement républicains.

Dans la Gironde, un candidat à la chambre, portant un nom bien connu dans le monde politique, M. de Lur-Saluces, a publié une profession de foi bien nettement républicaine.

—Il est question en France de mobiliser cette année tout un corps d'armée pour les grandes manœuvres. Dans le cas où cette mesure serait définitivement adoptée, le 6e ou le 7e serait vraisemblablement choisi pour cette expérience de mobilisation.

—M. Poupart-Davyl, l'heureux auteur de la *Maîtresse légitime*, vient de faire recevoir au théâtre du Gymnase une comédie en quatre actes, sous le titre de : *Cent mille francs !*

Aussitôt après la pièce de M. Louis Leroy, dont la première représentation aura lieu ces jours-ci, l'ouvrage de M. Poupart-Davyl entrera en répétition. Les principaux rôles en sont confiés à MM. Ravel, Landrol et Achard, Mmes Legault, Fromentin et Lesueur.

DRAGUIGNAN ET BAR-LE-DUC NOMMÉS SÉNATEURS. — Quelques journaux suisses ont commis de singulières erreurs dans la transcription des dépêches qui leur apportaient les résultats des élections sénatoriales. Il en est un, qui rédigé par les docteurs les plus qualifiés de l'Athènes suisse, et qui a néanmoins annoncé que monsieur *Nantes* représenterait le département du *Herault* au Sénat. D'après un autre, M. Loan Martin représente l'Aisne. Dijon a élu M. Draguignan ; Quimper porte ses voix sur M. Bar-le-duc.

Il n'y a pas que les français, paraît-il, qui ont besoin d'apprendre la géographie.

—Les asperges font déjà leur apparition à Paris. La plupart de ces légumes primeurs sont récoltés à Asnières, où un seul horticulteur récolte chaque jour près de mille bottes, produites par 800 mètres carrés de terrain chauffé au moyen de tuyaux en terre dans lesquels coule nuit et jour de l'eau chauffée à 60 degrés. La production de ces asperges vertes dure du 1er décembre au 31 mars.

THEATRE DE L'OPÉRA.—Le théâtre devayant être livré jeudi de bonne heure pour les préparatifs à faire en vue des cérémonies du soir, la matinée qui avait été annoncée pour jeudi, sera donnée aujourd'hui même. Ce sera la dernière occasion offerte pour voir *Les Deux Orphelines* ; avis aux retardataires. Le spectacle de ce soir se compose de l'amusante comédie *Un Homard* et de la pièce *Les femmes terribles*, comédie qui menace de tourner au tragique grâce à l'intempérance de langue d'une des femmes terribles, mais qui se dénoue assez heureusement.

On nous annonce pour samedi *Le Demi-Monde*, une des meilleures pièces d'Alexandre Dumas, pour le bénéfice de Mlle Tholer ou plutôt de Mme Dalbert, car notre fine et gracieuse jeune première est la femme de l'artiste de talent qui occupe l'emploi de premier rôle dans la compagnie. Mlle Tholer, bien que fort jeune encore, n'est pas une nouvelle connaissance pour nous. Nous l'avons vue débuter, il y a six ans, comme seconde dugazon dans la troupe de MM. Alhaiza et Calabrési, dans laquelle son père chantait les basses. Elle est la sœur de Mlle Tholer des Français, une artiste de réputation, et tous ceux qui ont pu apprécier les qualités qui distinguent la bénéficiaire que nous recommandons aux sympathies du public : intelligence, finesse, vivacité, distinction et sentiment jointes à beaucoup de naturel et à une excellente diction. On fera bien de retenir ses places d'avance, car il est certain qu'il y aura foule samedi soir.

Voici une bonne nouvelle pour les dilettantes en général et pour les habitués de l'Opéra en particulier. La direction a pris des arrangements avec le célèbre pianiste Von Bulow, qui donnera une grande matinée, à l'Opéra, vendredi prochain. Nous ferons connaître demain le programme.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Le rôle de Lady Clara, dans le nouveau drame de Tayleure, *Jealousy*, a fourni, depuis deux jours, à Mme Chanfrau, l'occasion de remporter un nouveau succès. Elle rend admirablement les émotions et les souffrances de la femme aimante et sacrifiée. On redonnera *Jealousy* aujourd'hui en matinée et le soir, *Parted* ou "la faillite de la Banque." Jeudi, il n'y aura pas de représentation le soir, mais il y aura une matinée.

CONCERT VON BULOW. — L'enthousiasme des connaisseurs va croissant à chaque nouveau concert du célèbre pianiste, et le commun des martyrs, s'il n'apprécie pas pleinement toutes les beautés de la musique savante, goûte au moins avec le plus grand plaisir les morceaux du programme où la mélodie domine. Le programme de la matinée de ce jour est de nature à satisfaire tous les goûts. La sonate pathétique de Beethoven, la barcarolle et la valse de Rubinstein, le nocturne et l'impromptu de Chopin et la rhapsodie espagnole de Liszt, sont des morceaux dont les profanes même peuvent apprécier les beautés. Nous pensons donc qu'il y aura foule à la matinée du grand pianiste.

☞ Le grand concert—opéra—ballade—chant—musique et toutes sortes d'exécutions vocales et instrumentales, à vendredi soir. Ne l'oubliez pas.

Masques et Dominos chez Martinstein, 121 Rouale.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

LES NEGRES S'ENTRE DÉTRUISENT.

Encore un assassinat.

Vers cinq heures et demie, hier matin, l'agent Collins, dont le poste est au marché Ste Marie, a trouvé sur le trottoir, rue North Market, entre Fulton et Peters, le corps d'un homme de couleur, nommé Reuben Dixon.

Ce corps était déjà raidi, et la vie devait être éteinte depuis plusieurs heures.

En examinant le cadavre on a découvert deux blessures, l'une au cou et l'autre à l'abdomen. L'assassin s'est servi évidemment d'un de ces couteaux-poignards, à lame large et épaisse, que l'on appelle communément *Bowie-knife*.

D'après les informations qui ont été reçues, la police a arrêté deux hommes et une femme de couleur, nommés John Richardson, Sam Williams et Henriette Harris, qui ont été sinon complices, du moins témoins du meurtre.

John Richardson et Sam Williams ont déclaré qu'ils habitent une chambre voisine de celle de Henriette Harris, dans une maison formant l'angle des rues North Market et Fulton.

Dans la nuit de lundi, vers onze heures, ils ont entendu un bruit de voix dans la chambre occupée par Henriette Harris, comme si deux hommes se querellaient. Ils ouvrirent la porte, qui donne dans une sorte de couloir, pour mieux écouter, ils ont vu plus tard le défunt, Nixon, descendre précipitamment l'escalier, poursuivi par un certain Henry Woods.

Ils ont cru que la querelle était terminée et ils ont refermé leur porte. Ce n'est que le matin, lorsqu'on les a arrêtés, qu'ils ont appris que Nixon avait été tué. Ils ont lieu de croire que c'est Woods qui l'a tué.

Henriette Harris a dit que Reuben Nixon était chez elle, avant-hier soir. Vers onze heures Henry Woods, le compagnon ordinaire du défunt est entré et s'est pris de querelle avec lui. Les deux hommes se sont battus et ont échangé quelques coups de poing ; puis Nixon est sorti de l'appartement, suivi par Woods.

En vertu de ces témoignages le caporal Miller, de la police métropolitaine, a arrêté Henry Woods, hier matin, et l'a enfermé au poste du premier. Il l'accusant du meurtre de Reuben Nixon.

Lorsque Woods a été appréhendé au corps, il a feint la plus grande surprise et a déclaré qu'il ignorait complètement la mort de son *ami* Nixon. Il a ajouté qu'il n'était pas allé chez Henriette Harris dans la nuit de lundi et qu'il était parfaitement innocent du crime.

Woods et Dixon étaient tous les deux des arrimeurs et on les voyait presque toujours ensemble.

Ce sont sans doute les charmes de la négresse Henriette Harris qui ont fait de ces deux amis des ennemis mortels, et il faut croire que c'est le démon de la jalousie qui a dirigé le poignard de Henry Woods.

Nous aurons ces renseignements plus exacts sur ce crime quand le coroner aura fait son enquête.

Le Roy d'Alger.

Le nègre Thompson, ex-juge de paix d'Alger, qui vient d'être destitué par M. Kellogg, agissant comme gouverneur, au profit d'un M. John Reppics, a refusé de livrer possession à son successeur.

Il y a eu une petite scène très amusante, car les deux rivaux se sont battus à coups de poings pour décider qui aurait la place, et c'est Thompson, qui, étant le plus vigoureux, est resté maître du terrain.

C'est une façon toute nouvelle de contester une nomination, mais elle a son côté plaisant.

La querelle du juge Adams avec la police.

Le conflit d'autorité qui existe entre le juge Adams, actuellement à la Cour municipale du premier district, et le chef de police, n'a pas encore été réglé d'une manière satisfaisante.

Le Conseil des commissaires de la police métropolitaine a nommé un comité d'enquête, composé de Messieurs Ryan, Lewis et Gandet, mais ce comité n'est arrêté jusqu'à présent à aucune solution.

La petite querelle va donc son train.

Il n'y a pas de mauvais temps pour les voleurs.

Pendant la pluie torrentielle d'avant-hier soir, des voleurs ont forcé la porte de la pharmacie de Mr. E. H. Rosefeld, qui forme l'angle des rues Dauphine et Marais dans le Troisième District.

Comme les *policemen* ne circulaient pas, de crainte de se mouiller les pieds, les filous n'ont pas été dérangés.

Ils ont pris $18 dans la caisse, et pénétrant dans l'appartement de deux jeunes jeunes gens qui dormaient profondément, ils ont enlevé leurs vêtements. Les coquins sont retirés tranquillement avec leur butin, et n'ont pas laissé l'indice qui puisse servir à les faire reconnaître.

La police les cherche, mais les trouvera-t-elle ?

Un vaisseau attrapé.

James Hogan, jeune homme de dix-huit printemps, trouvant ouverte la porte de la résidence de Mr J. Ford, encoignure des rues Royale et Quartier, est entré sans cérémonie et s'est approprié un vieux chapeau qui ne vaut guère plus d'une piastre.

Malheureusement pour Hogan, Mr Ford l'avait aperçu et se précipitant sur lui, il l'a saisi délicatement au collet, et l'a recommandé aux bons soins d'un officier de police, qu'il a fait appeler.

L'intéressant James Hogan est en ce moment à l'ombre des murailles du poste de police du troisième precinct, où il n'a pas besoin d'un couvre-chef pour garantir sa tête.

L'Anniversaire de Washington.

Le 22 Février a été peu célébré. Nous avons remarqué à peine quelques drapeaux, et comme c'est un jour férié, tous les bureaux publics étaient fermés.

Dans l'après-midi, les trois organisations militaires de la ville, le "Bataillon d'Artillerie Washington" les "Continental Guards" et les "Mitchell Guards", ont défilé dans les rues principales du premier district et ont fait quelques évolutions à la place Tivoli.

Dans la soirée, il y a eu le bal des "Continental Guards" à la salle St. Patrick.

Le grand bal des Continental Guards.

Le bal militaire donné hier soir à la salle St-Patrick par l'organisation des "Continental Guards" a été très brillant.

Le mauvais temps n'a pas été un obstacle pour la jeunesse dorée de notre ville, qui a affiué à ce bal en rangs serrés.

L'orchestre a exécuté les airs les plus entraînants, et les danseurs ne se sont pas lassés jusqu'à une heure avancée du matin.

L'ornementation de la salle était très réussie, et l'aspect général ne laissait rien à désirer.

Nous avons constaté la présence de beaucoup de jolies femmes, et les galants cavaliers ne faisaient pas défaut. L'uniforme gris des membres du "Bataillon d'artillerie Washington" et le costume original des "Continentals" qui est celui des anciens soldats de la révolution, attiraient également les regards.

Nous pouvons donc dire que la fête a été fort belle, et que sous tous les rapports le succès a été complet. Nos félicitations sincères aux "Continental Guards"

Un autre meurtre probablement.

Hier soir, entre six et sept heures, une difficulté est survenue entre Rudolphe Clay et John B. Keller, dans le cabaret tenu par ce dernier, situé à cheval sur la ligne des rues Baronne et Perdido.

Les deux hommes étaient pris de boisson.

Il paraît que Keller, alias Kelly, a demandé à Clay de lui prêter dix sous, et mécontent du refus de celui-ci, l'a terrassé d'un coup de poing.

En se relevant, Clay a rendu le coup à Keller. Alors, celui-ci a tiré un couteau-poignard de sa ceinture et a plongé la lame tout entière dans la poitrine de son adversaire.

Un homme du nom de B. Sam a saisi l'assassin par derrière et l'a maintenu jusqu'à l'arrivée de l'agent de police Steward.

Le blessé ayant déclaré, cependant, qu'il ne voulait pas intenter de poursuite criminelle contre Keller, le *policeman* a cru qu'il devait mettre ce personnage en liberté.

Clay s'est évanoui peu après et on l'a transporté à l'Hôpital de Charité, où l'on a constaté que la blessure était mortelle.

Explosion d'huile de pétrole.

Vers sept heures et demie, lundi soir, une lampe pleine d'huile dite naphtaline, a fait explosion dans la maison de Mme Labat, rue Carondelet No 336, et a mis le feu à l'appartement.

Le dégât n'a pas été considérable, cependant, car le feu a été éteint promptement par les locataires. L'huile vient d'une épicerie sise à l'angle des rues Erato et Carondelet.

Corps trouvé.

Hier matin, à neuf heures, on a trouvé flottant dans le fleuve, en face du Couvent des Ursulines, le corps d'un homme blanc inconnu. Selon toutes les apparences ce corps a dû séjourner plusieurs semaines dans l'eau, car il est totalement décomposé qu'il est tout à fait impossible de l'identifier.

Un coup de pistolet.

George Guillaume, un fabricant de cigares, apprenant qu'il avait été accusé par M. Julien Victor de lui avoir tiré un coup de pistolet avec l'intention de le tuer, s'est constitué volontairement prisonnier au poste de police du cinquième précinct.

Les propriétaires fonciers en conseil.

Le comité central exécutif de l'Union des propriétaires fonciers s'est réuni hier soir, et après quelques débats peu importants, l'honorable Koontz a présenté les considérants et les résolutions qu'on va lire :

Attendu, qu'il paraît, d'après le journal officiel de la Chambre des représentants, qu'un bill a été adopté par cette Chambre et envoyé au Sénat, autorisant un vote direct du peuple sur l'opportunité de prélever une taxe spéciale sur les terres assises des propriétés foncières de la Nouvelle-Orléans, en faveur du chemin de fer Nouvelle Orléans et Pacifique ;

Attendu, que tous les propriétaires fonciers sont déjà surchargés de taxes imposées par l'Etat et par la municipalité ; en conséquence, il est

Résolu, que dans l'opinion du comité central exécutif de l'Union des propriétaires fonciers, ce bill est une calamité pour les propriétaires fonciers, parcequ'il entraînerait le confiscation et de grands désastres financiers.

Résolu, qu'il nous est impossible de comprendre comment ce bill a pu être adopté à la Chambre, dont les membres ont été élus dans l'intérêt des réformes et pour délivrer le peuple du fardeau écrasant qu'elle porte aujourd'hui.

Résolu, que notre comité législatif est requis de s'assurer de l'origine de ce bill dans la Chambre et des moyens qui ont été employés pour le faire adopter, afin de faire un rapport à cet effet.

Résolu, que le comité législatif soit requis d'aviser de présenter une adresse au Sénat et au gouverneur de l'Etat, pour empêcher que ce bill devienne une loi.

Incendie.

Quatre maisons sur la rue Bourgogne, entre Conti et Bienville, ont pris feu hier à 11 heures du soir ; elles ont été entièrement consumées. Nous n'avons pu obtenir aucune information.

TEMPERATURE—22 février 1876.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	62	17
12 M.	59	15
3 M.	65	18
6 P. M.	56	13

Masques et Dominos chez Martinstein, 121 Rouale.

—60—

Conseils aux personnes nerveuses.—Les gens robustes, qui ont toute leur vie bien mangé, bien digéré et bien dormi, ne peuvent apprécier l'avantage d'avoir de bons nerfs aussi bien que les gens qui ayant enduré toutes les souffrances provenant de la faiblesse des nerfs, ont éventuellement regagné leur puissance nerveuse. Afin d'éprouver l'heureux soulagement que procure le retour à un état normal, les pauvres invalides devraient essayer naturellement l'usage des "Hostetter's Stomach Bitters." Sous la fortifiante et douce influence de ce remède tonique et bienfaisant, l'appétit revient, la digestion recommence à se faire complète et sans peine, et le sommeil rend le repos aux yeux fatigués. Les pauses de la faiblesse nerveuse sont dans une assimilation et une digestion imparfaite et dans l'incomplètement de autres fonctions vitales, inaccomplissement qui en est le résultat. Les Bitters détruisent ces causes aussi bien que les symptômes nerveux qu'elles produisent.

A nos Abonnés des campagnes.

Nous sommes obligés de payer à la Nouvelle-Orléans même, depuis le 1er janvier 1875, "après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. C'est donc à ces derniers, à qui leur poste locale ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, ou du nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le port est de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 25 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les maîtres de poste ainsi que nos agents devront donc se faire payer ce montant additionnel et nous le transmettre en même temps que le prix de l'abonnement.

MARDI-GRAS
Au Théâtre de l'Opéra
Un GRAND BAL MASQUE de CARNAVAL
Sera donné
A la Salle de l'OPÉRA, le soir du MARDI GRAS, 29 FEVRIER.

Ces bals ont toujours été le grand affaire de la saison, et le présent ne fera pas plus beau de la série. Les dames ne seront pas forcées de se DEMASQUER AVANT MINUIT, SI ELLES LE DESIRENT.

Les cartes d'admission pour Messieurs—$3.
2376v—

DÉPARTEMENT DU LORD GRAND CHAMBELLAN, Nlle-Orléans, 21 février 1876.
(Par ordre du Carnaval)
A. W. P. Kellogg, Gouverneur de la Province de ce dernier lieu, la Louisiane.

Il vous est commandé de faire fermer tous les bureaux des Départements d'Etat à l'occasion de l'entrée triomphale de Sa Majesté dans la capitale, le vingt-neuf de ce mois.

En conséquence ne manquez pas à cette semblation sous peine d'encourir mécontentement du monarque.

RATHBUNET.
Le Lord Grand Chambellan.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Département de l'Exécutif,
Nlle-Orléans, 22 février 1876.

Sa Grâce, le duc de Bathurst, Lord Grand Chambellan.

L'ordre de Sa Majesté le Roi du Carnaval a été reçu et sera dûment obéi.

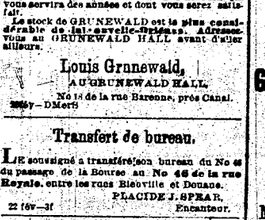
Par ordre du Gouverneur.
H CONQUEST CLARKE,
Secrétaire privé.
2376v—

Décédé, mardi matin, à 1 heure, à l'âge de vingt-et-un jours, ANDREW OGDEN, fils d'Andrew K. Brown et d'Anna M. Ogden.

Club auxiliaire démocratique du 28me ward.—Il y aura une assemblée de ce club, le MERCREDI 23 février, à 7 heures P. M., encoignure Romaris et Gravier. Noyes présents. Les votants du ward qui désirent se joindre au club sont invités à y assister.

Par ordre du président, Dr H. DE RANGÉ.
A. A. KIN, Secrétaire. 23fév—1f

Mme ROBERT,
195..... RUE DU CANAL 195
Entre Bourgogne et Bamara.
Modes, Nouveautés et Confections
Des derniers genres de Paris, à des prix réduits. 24fév1er—1m



J. SAJET,
Rue de CHARTRES No. 128.
REÇU en magasin, par la voie d'Angleterre, à bord du steamer "Cordova," un joli assortiment de FUSILS DE CHASSE de toute sorte. Ils vont être vendus à une réduction de 20 à 25 pour cent, vu le retard de l'arrivage pour la saison de chasse. 22fév—1m

VIVE LA JOIE
S'ouvrira SAMEDI, 26 Février
et durera dix jours.
Par ordre du roi Carnaval.
LE magasin de fantaisie MARTINSTEIN a été transformé en atelier de Costumes pour équiper les compagnies de Sa Majesté.
COSTUMES ET HIÉROGLYPHES FAITS SUR COMMANDE,
Dominos,
Pierrots,
Singes,
Chinois,
Gondolier
Turcs,
Incroyables,
Caraïbes,
Militaires,
Démon,
&c., &c.,
GRAND ASSORTIMENT DE MASQUES.
Toutaches, Fleurs, Rubans, Dentelles, Marcelline.
Franges et Garnitures pr et argent, cloches, étoiles, etc.
On dore et colore les souliers.
J. H. MARTINSTEIN,
121 RUE ROYALE.
15fév—23fév20

Les pianos de Grunewald
N'ONT PAS DE SUPERIEURS.
ILS sortent des premières fabriques, se vendent à des prix raisonnables et à des conditions avantageuses.
Ne gaspillez pas votre argent, n'achetez pas de mauvais pianos quand vous pouvez acheter un STEINWAY, un KNABE ou un PLEYEL qui vous sortira des années et dont vous serez satisfait.
Le stock de GRUNEWALD est le plus considérable du nouvelle-orléans. Adressez-vous au GRUNEWALD HALL avant d'aller ailleurs.
Louis Grunewald,
AU GRUNEWALD HALL.
No 18 de la rue Baronne, près Canal.
2365y—DMer6

Transfert de bureau.
LE soussigné a transféré son bureau du No 68 du passage de la Bourse au No 46 de la rue Royale, entre les rues Bienville et Douane.
PLACIDE J. SPEAR,
Encanteur.
22 fév—3f

Avis.
J'AI l'honneur d'annoncer à mes amis et au public en général que je viens d'ouvrir un bureau de vente à domicile dans toute l'étendue de la ville, sans aucun frais, avec la plus grande ponctualité, les journaux suivants : le Courrier des Etats-Unis, éditions quotidienne et hebdomadaire, le Franco-Américain, l'Illustration, le Monde Illustré et l'Eco d'Italie.
S'adresser chez M. GOUBLER, coin des rues Bourgogne et Dumaine. 20fév—1

COW PEAS.
COW PEAS de choix de la Caroline, Clay and Clay mixed, en magasin, on arrivant tous les jours, à vendre en lots à la convenance des acheteurs.
NEWMAN & KENT,
No 80 rue Tchoupitoulas.
20 fév—1m

JOS. BRANDNER,
MARCHAND TAILLEUR,
No 34 RUE BOURBON.
A constamment en mains un bel assortiment de draps, casimirs et étoffes à gilets.
20 fév—3 m

Biz de la Caroline, pour plait.
QUELQUES centaines de barils de RIZ blanc de seconde année pour plaire. Ce riz n'a presque pas de rouge—moins d'un pour cent, garanti. Il sera vendu à très bas chiffre. S'il passe bien dans le moulin, trouve aisément des acheteurs et rapporte un bon prix. S'adresser à
GEO. CAWNACK.
AU NO 22 North Peters street,
Moulin à riz de Thomp son. 21janv—2m

Aux planteurs suciers.
A vendre—Le